

LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

Bulletin mensuel du groupe de travail Chine - Ligue française des droits de l'homme

N°46 - avril 2010

SOMMAIRE

Liberté d'expression et internet. *page 2*

L'exposition de Shanghai. *page 3*

Démocratie. Liberté religieuse. *pages 3-4*

Les avocats. L'Appareil judiciaire. *page 5*

Conflits du travail. Condition ouvrière. *pages 6*

Mouvements de masse. Conflits fonciers. *pages 6-7*

Minorités ethniques. *page 7*
Xinjiang
Question Tibétaine

Hongkong. Macao *page 7*

Informations diverses. *page 8*

Bibliographie. *page 9*

Sources d'information. *page 9*

(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 10 yuan)

Nous contacter :

communication@ldh-france.org en mentionnant en objet «Groupe Chine».

Visite du Président français. Réconciliation sur quoi ?

Le président français ne s'était pas entièrement conformé aux injonctions chinoises de ne pas rencontrer le dalaï lama ; il avait ménagé une entrevue en douce à l'étranger. C'était encore trop, assurèrent les dirigeants chinois. Cette rencontre méritait bien une fâcherie, voire le refus de signer quelques contrats. Il suffit maintenant de redire que « le Tibet fait partie de la Chine » et tout va mieux.

Mais est-ce bien le fonds de l'affaire ? Les États-unis, l'Allemagne fédérale et d'autres pays ont reçu officiellement le chef spirituel tibétain sans qu'il y ait eu besoin de mettre en place un processus de réconciliation. Parce qu'ils sont plus riches et plus puissants que la France ? C'est possible mais c'est insuffisant. Car la diplomatie française se réclame des Droits de l'Homme mais, à quelques exceptions près, montre une échine très souple dès qu'on lui fait les gros yeux. Connaissant depuis longtemps cette peur française de se fâcher avec plus gros que soi, les dirigeants chinois s'en servent adroitement. Ils feignent de s'irriter sur le Tibet et dénoncent les menées « séparatistes », choisissant ainsi le terrain sur lequel ils gagnent à tous coups.

En effet, si justifiées que soient les revendications autonomistes ou indépendantistes tibétaines, elles ne sont reprises par aucune capitale étrangère. L'accueil réservé partout au Dalaï Lama est avant tout l'expression d'un respect pour la qualité, la dignité et la ténacité d'un homme qui a traversé bien des péripéties et recherché constamment les voies d'un compromis.

Agiter le chiffon rouge sur la question tibétaine arrange bien la direction chinoise. On obtient ainsi une réconciliation apaisante sur un différend qui ne se posait pas vraiment. Et l'on escamote les questions qui se posent non à quelque six millions de Tibétains humiliés, maltraités et dépossédés mais à plus d'un milliard d'hommes qui n'ont pas le droit de s'organiser librement ou de choisir leur représentant, qui n'ont ni presse libre, ni syndicat digne de ce nom et pour qui toute expression dissidente entraîne un risque de détention.

Le président français s'est rendu à une exposition dont ont été écartés, par condamnation à rééducation ou à emprisonnement, par détention provisoire, par assignation à résidence, par éloignement administratif, tous ceux qui auraient pu troubler la fête, sans parler des dix-huit mille ménages qui ont déguerpi pour laisser la place aux pavillons. On espère que ses conseillers lui en ont donné quelque idée.

Comment un tel État, qui par ailleurs traite durement les autres minorités, pourrait-il résoudre la question tibétaine ? les avocats chinois qui se proposent pour défendre les Tibétains emprisonnés l'exaspèrent et il incarcère les militants qui suggèrent l'évolution vers un État fédéral. Prétendre qu'on s'est réconcilié avec la Chine à propos d'une visite du Dalaï Lama, c'est parler d'un accord dont il n'était guère besoin et laisser de côté tous les points essentiels pour lesquels luttent et sont réprimés les militants des droits civiques de toutes les nationalités de Chine.

Liberté d'expression et internet.

26 avr.

Vote d'une loi selon laquelle les fournisseurs d'accès à l'Internet et les cybernautes doivent coopérer dans la lutte contre la divulgation de « secrets d'État ». La transmission en doit être immédiatement arrêtée et il en doit être sans délais référé aux organes de la Sécurité. (Xinhua, 26 avril)

(Remarque : en pratique, la définition du secret d'État est très floue et varie d'une province à l'autre. Elle peut inclure, entre autres, le budget d'une collectivité locale ou le nombre des exécutions capitales. Les autorités usent de ce concept imprécis pour inculper à loisir qui leur déplaît sans que la défense ait accès au dossier.)

6 avr.

Le département de la propagande ordonne à la presse nationale de couvrir positivement les efforts de l'administration pour sauver les mineurs de Wangjialing (Shanxi). Le 7 avril, il demande à la presse de traiter de la révolution du Kirghizstan à partir des seules dépêches de l'agence officielle Xinhua. Le 8 avril, il interdit de parler de la mort (par suicide ?) du maire de Putian ce même jour ainsi que de mentionner les accusations de pots-de-vin portées contre la firme Daimler et qui concerneraient en partie la Chine. (Fédération internationale des journalistes, 13 avril)

7 avr.

Près d'une centaine de salariés de la presse ont en 2009 été démis de leurs postes par le pouvoir en raison d'activités illégales (chantage et corruption). Parmi eux figurent une vingtaine de journalistes, dont neuf ont été condamnés à des emprisonnements allant d'un an et demi à seize ans. Ils auraient tué une catastrophe minière qui avait fait trente-cinq morts en échange des pots-de-vin du directeur de la mine. Selon le directeur adjoint de l'Office général de la Presse et des publications, plus de dix journaux ont reçu des avertissement ou ont été suspendus pour avoir publié des informations erronées. (Xinhua, 7 avril)

7 avr.

188 journaux et périodiques ont disparu en 2009 à l'occasion de la restructuration des médias. Ces disparitions proviennent de fusions-acquisitions, de réorganisations ou de suppressions. Les autorités de la presse se déclarent déterminées à mettre un terme aux publications d'orientation incertaine, impopulaires ou non rentables et à interdire celles qui violent les lois et les règlements. La Chine dispose de 1.943 journaux et de 9.821 périodiques. (Xinhua, 7 avril)

31 mars

Décidé le 22 mars, le transfert vers Hongkong des services de Google se heurte à diverses difficultés. Les blocages observés le 28 mars dans l'accès aux nouvelles et aux images du site de Hongkong sont, selon Google, imputables aux nouveaux moyens de contrôle et de censure mis en œuvre par les autorités chinoises. (B.B.C., 31 mars)

31 mars

Le Club des journalistes étrangers de Chine dénonce des attaques portées contre les sites d'adresses électroniques de journalistes en poste en Chine et à Taiwan. Il se plaint d'autre part d'attaques cybernétiques répétées, en provenance de Chine et des États-unis mais non identifiées. Ces attaques prennent la forme d'un flux de demandes de connexions si nombreuses que le site se trouve dans l'impossibilité de fonctionner normalement. Le Club est considéré par les autorités chinoises comme une organisation illégale. (Radio Australie, 2 avril)

L'exposition de Shanghai.

1 mai

Des douzaines de militants et de pétitionnaires sont tenus à l'écart de l'Exposition de Shanghai. Les moyens employés varient : détention, assignation à résidence ou simple injonction. Les autorités veulent éviter aussi les plaintes que pourraient rendre publiques les dix-huit mille familles qui, depuis dix ans, ont dû quitter leur habitation pour permettre la construction du site. À Beijing, plusieurs militants (l'ancien avocat Teng Biao et Wan Yanhai, activiste anti-sida) ont été interrogés sur leur intention de se rendre à Shanghai. (*South China Morning Post*, 1 mai)

26 avr.

Ouverture par Reporters sans frontières du « Jardin des Libertés » sur son site Internet. R.S.F. le présente comme un « pavillon virtuel de l'Expo Shanghai 2010 consacré à la liberté d'expression. En chinois, en anglais et en français, les internautes pourront visiter le pavillon des cyberpoliciers, le pavillon du Tibet, ainsi que le banc des prisonniers d'opinion, et signer des pétitions pour demander leur libération. » (*Reporters sans frontières*, 26 avril)

23 avr.

Une directive du Bureau de la propagande demande à la presse nationale de ne publier aucun article en faveur de tel ou tel pavillon de l'Exposition de Shanghai, avant la fin de celle-ci. En attendant, ils peuvent user des dépêches de l'agence officielle pour décrire les pavillons. Le 25 avril, une autre directive enjoint aux médias de moins parler du tremblement de terre du Qinghai et de porter leur attention sur l'Exposition. (*Reporters sans frontières*, 29 avril)

20 avr.

Feng Zenghu, ce militant parti se faire soigner au Japon et à qui l'administration chinoise avait longtemps refusé le retour en Chine, a été appréhendé par la police, avec ses ordinateurs et équipements de communication. Il a été relâché après quatre heures d'interrogatoire. Feng avait assuré auparavant qu'il profiterait de l'Exposition de Shanghai pour faire connaître les injustices dont il avait souffert dans une « Exposition de Shanghai des procès injustes ». (*Apple Daily*, 21 avril)

12 avr.

Condamnation de la militante Chen Jianfang à quinze mois de rééducation par le travail. Elle avait été arrêtée le 12 mars à Beijing avec une quarantaine d'autres pétitionnaires de Shanghai. Six militants de Shanghai ont été envoyés en camp de travail cette année, à l'approche de l'Exposition universelle. (*C.R.D.*, 13 avril)

18 avr.

Les visiteurs de l'Exposition ne sont autorisés ni à manifester de quelque manière que ce soit, ni à amener banderoles, affiches, tracts et panneaux dans la zone pour la période du 31 mai au 31 octobre. (*Beijing Times*, 18 avril)

Démocratie. Liberté religieuse.

26 avr.

Arrestation à Mianyang (Sichuan) du militant Zuo Xiaohuan pour « incitation à la subversion du pouvoir d'État » et perquisition à son domicile. Zuo a travaillé pour le site internet militant 64tianwang.com et a passé deux ans (2006-2008) dans un camp de rééducation par le travail. (*C.R.D.*, 27 avril)

23 avr.

Internement pour six ans et demi en asile psychiatrique pour paranoïa de Xu Lindong, pétitionnaire du Henan, qui avait aidé un voisin handicapé à intenter une action contre les autorités locales sur un conflit foncier. Le 9 avril, deux cybernautes, Peng Baoquan et Liu Fuhua, ont été conduits en hôpital psychiatrique pour avoir exposé la situation d'une vingtaine de pétitionnaires contraints à l'abandon de leur logement à Shiyan (Hubei). (*Zhongguo Qingnian Bao*, 23 avril ; *Nanfang Dushi Bao*)

23 avr.

Les erreurs et diffamations contenues dans les messages S.M.S. ou dans les courriers électroniques ont abouti plusieurs fois à des emprisonnements lorsqu'elles concernent des personnalités publiques. Ainsi l'administration exige que les courriers privés observent la même exactitude que les prises de position publiques, ce qui ne laisse pas d'inquiéter une partie des usagers de l'Internet. (*Hongkong Economic Journal*, 23 avril)

... suite en page 4

17 avr.

Arrestations et détentions de femmes pétitionnaires : le 17 avril à Beijing, Chen Qingxia, détenue à Beijing et originaire du Heilongjiang ; le 14 avril à Beijing, Wang Qunfeng, ramenée et détenue à Lushi (Henan) ; le 14 à la gare de Xiangfan (Hubei), Xu Wanying détenue à Yizhi ; le 11 avril à Beijing, He Defu, détenue à Beijing et originaire du Hubei. (C.R.D., 17-14-11 avril)

17 avr.

Condamnation à des peines de prison par le tribunal de Mawei (Fujian) de Fan Yanqiong (deux ans), Wu Huaying et You Jingyou (un an chacun) pour « calomnies ». Les trois cybernautes avaient diffusé des articles et des vidéos concernant le viol et le meurtre d'une jeune femme. Ils attribuaient le crime à des voyous liés à la police locale. Détenus depuis juin et juillet 2009, ils avaient été jugés une première fois en novembre 2009. La venue devant le tribunal de mille à deux mille cybernautes expliquerait la légèreté relative des peines prononcées. Des centaines de cybernautes ont protesté devant le tribunal, après la condamnation. (Ming Pao, Reporters sans frontières, C.R.D., 16 avril)

15 avr.

Pour ce vingt et unième anniversaire du décès de Hu Yaobang, l'ancien secrétaire général du Parti, les militants Qi Zhiyong et Li Jinping projetaient une manifestation en l'honneur du dirigeant connu pour son ouverture aux idées démocratiques et de Zhao Ziyang, son successeur. La police a assigné Qi Zhiyong à son domicile pour la cinquième année consécutive à cette date, empêchant la tenue de la manifestation. Le 23 avril, elle n'a pas laissé Li Jinping remplir la demande d'autorisation ; le 26, elle a emmené Qi Zhiyong vers une destination inconnue. (C.R.D., 15 avril)

12 avr.

Selon Zeng Jinyan, épouse du militant Hu Jia, les autorités refusent la remise en liberté pour raison médicale de ce dernier. Elles ont aussi rejeté une demande d'examen médical approfondi. Hu Jia souffre d'une grave maladie du foie (cirrhose), de fièvre persistante et de douleurs abdominales. Hu Jia est condamné pour « incitation à la subversion du pouvoir d'Etat » à trois ans et demi d'emprisonnement ; il sortirait de prison en juin 2011.

Il a reçu le Prix Sakharov de la liberté de pensée décerné par le Parlement européen. Le réseau Sakharov qui regroupe les lauréats du Prix appelle à sa libération et fait circuler une pétition en ce sens signée par de nombreux députés européens ; elle demande que le portrait de Hu Jia soit affiché sur le bâtiment du Parlement à Bruxelles. (Kyodo, 12 avril)

11 avr.

Yuan Weijing, épouse du juriste militant Chen Guangcheng détenu depuis mars 2006, est surveillée à son domicile par six hommes qui la privent de sa liberté de mouvement. Elle avait participé à l'action menée par son mari pour dénoncer les pratiques violentes de contrôle des naissances en vigueur à Linyi (Shandong). (C.R.D., 14 avril)

9 avr.

Pendant qu'elle détenait pour interrogatoire l'écrivain militant des droits civiques Gu Chuan, la police a pénétré son appartement et confisqué son ordinateur, ses carnets et diverses affaires personnelles. À aucun moment, elle n'a produit de document autorisant détention et perquisition. Elle avait procédé de même, il y a un mois, avec le militant Xie Qiang. (C.R.D., 9 avril)

5 avr.

Le portrait de Mao Zedong qui figure sur la place Tiananmen aurait été maculé d'encre ou d'œufs. Après une échauffourée, la police en civil aurait arrêté plusieurs personnes. (Ming Pao, 7 avril)

2 avr.

Dans une conférence donnée à Hongkong, un professeur de l'Académie des Sciences précise les moyens utilisés par les autorités locales pour se débarrasser des pétitionnaires venus protester dans la capitale. Des agents rétribués (parfois jusqu'à 8.000 yuan) par des sociétés spécialisées se joignent aux manifestants - dans les gares, les terminaux de bus ou les aéroports - pour connaître leur lieu d'origine (souvent reconnaissable à l'accent) et pour en informer les dirigeants concernés. Ceux-ci organisent alors des rapatriements forcés, voire des détentions en camp de rééducation ou hôpitaux psychiatriques. En d'autres cas, les dirigeants locaux paient les fonctionnaires du service des plaintes pour qu'ils détruisent les dossiers gênants. (South China Morning Post, 3 avril)

Les avocats. L'appareil judiciaire.

30 avr.

Nouvelle disparition de l'ancien avocat Gao Zhisheng. Après être resté un an sans donner signe de vie, il était réapparu au mois de mars à l'occasion d'un entretien téléphonique, Gao devait retrouver son appartement de Beijing le 20 avril mais il est resté introuvable. Ses amis avocats Li Heping et Jiang Tianyong estiment que les déclarations de liberté faites en mars étaient un simulacre et que Gao Zhisheng reste en détention. (*New-York Times*, 30 avril)

22 avr.

Le procès en appel du militant des droits civiques Tan Zuoren se déroulera à huis-clos, contrairement à la demande de son avocat Pu Zhiqiang. Tan a été condamné à cinq ans de prison pour avoir dénoncé la piètre qualité des bâtiments scolaires du Sichuan, dont plusieurs se sont écroulés sur les élèves lors du tremblement de terre de 2008. Les décès d'enfants seraient ainsi pour partie imputables aux malversations administratives. L'avocat souhaitait faire comparaître l'ancien Premier ministre Li Peng et le maire de Beijing Chen Xitong. (*Ming Pao*, 22 avril)

22 avr.

Le Bureau de la Justice de Beijing a révoqué la licence professionnelle des avocats Liu Wei et Tang Jitian pour avoir « troublé l'ordre du tribunal et interféré avec le déroulement normal d'un procès » (référence à l'article 49 de la loi sur la profession d'avocat). Les deux avocats sont connus pour avoir défendu des membres de la secte Falungong et Yang Jia (condamné à mort pour avoir tué six policiers de Shanghai) avaient quitté la salle lors d'un procès tenu le 27 avril 2009, protestant ainsi contre l'attitude du juge et des fonctionnaires de justice. Deux cents avocats, militants ou pétitionnaires se sont rassemblés devant le Bureau pour leur apporter leur soutien. La police a empêché huit avocats d'assister à l'audience ; elle a appréhendé vingt manifestants. Définitive, la révocation est une sanction plus sévère que la simple suspension de licence. Les avocats voient dans cette nouvelle peine la volonté d'accentuer la pression sur les avocats militants des droits civiques. (*C.R.D.*, 22 avril)

21 avr.

Le cabinet d'avocat Fawei auquel appartient Lin Hongnan, l'un des défenseurs du militant Wu Huaying, reçoit du bureau de la Justice de Fuzhou (Fujian) l'injonction de cesser ses activités dans les quinze jours. La raison donnée est la suspension de licence infligée à Lin pour un an en décembre 2009 et le fait que le cabinet ne lui a pas choisi de remplaçant. Lin Hongnan, 71 ans, avait autrefois dirigé le bureau de la Justice qui vient de fermer Fawei. (*C.R.D.*, 21 avril)

15 avr.

Les condamnations à mort déjà prononcées seront appliquées avant la fin de l'année 2010, selon le ministre de la Justice de Taiwan. L'objectif – non daté - du gouvernement est l'abolition de la peine de mort et son remplacement par un emprisonnement à vie. Quarante-quatre condamnés se trouvent dans les couloirs de la mort, mais diverses pétitions, appels et procédures doivent être examinés avant la décision finale d'exécution. (*Chinese Post, Taipei*, 16 avril)

30 mars

Début du procès de Zhao Lianhai, chef du groupe « les enfants à calcul rénaux », un organisme qui rassemble des parents d'enfants victimes du lait à la mélanine, falsification qui avait provoqué le scandale de 2008. Liao est inculpé pour « provocation de disputes et de troubles et rassemblements non autorisés » dans son action en faveur des familles. Il affirme que dix-huit enfants sont morts et non six, comme officiellement admis. Son épouse et son enfant n'ont pu le rencontrer depuis son arrestation le 13 novembre 2009 et n'ont pu assister au procès, qui se déroule à huis-clos. (*South China Morning Post*, 31 mars)

Conflits du travail. Condition ouvrière.

19 avr.

Deux à trois mille anciens cadres des quatre banques publiques ont manifesté devant la Fédération des Syndicats et devant le siège de la Banque industrielle et commerciale de Chine pour protester contre les indemnisations qui leur furent accordées lors de leur perte d'emploi, quelques années plus tôt. Trois cents d'entre eux auraient été retenus par la police. Des autobus de la police auraient emmené la plupart des manifestants vers des « centres de rapatriement » situés en banlieue Est. (*Xinhua, Ming Pao, 20 avril*)

18 avr.

Une explosion dans la mine Xingfeng, près de Gao'an (Jiangxi) a fait douze morts. Il s'agit d'une petite exploitation privée, produisant trente mille tonnes de charbon par an. (*Xinhua, 23 avril*)

13 avr.

Le dernier bilan de l'inondation de la mine Wangjialing survenue le 28 mars au Shanxi est de trente-six morts et deux disparus. Cent quinze mineurs ont pu échapper à la catastrophe, après être restés plus d'une semaine bloqués dans les galeries. L'entreprise n'avait pas tenu compte des nombreuses informations et appels téléphoniques concernant les infiltrations d'eau, alors qu'elle aurait dû sans retard arrêter l'exploitation et évacuer les mineurs. (*Xinhua, 11 avril*)

8 avr.

Un millier d'anciens soldats secrètement envoyés combattre au Vietnam contre l'armée américaine dans les années soixante et soixante-dix ont déposé des pétitions auprès du gouvernement central de Wuhan (Hubei) pour se plaindre de leurs conditions de vie. Ils demandent aussi que leur activité d'alors soit déclassifiée, ce leur permettrait de jouir du traitement accordé aux vétérans officiels de l'armée. Le 16 avril, une manifestation de même nature s'est déroulée avec une centaine de soldats à Yantai (Shandong). (*Minsheng Guancha, 16 et 8 avril*)

31 mars

L'explosion survenue dans la mine Guomin du district de Yichuan (Henan) a fait quarante morts et six disparus. Il s'agissait d'une exploitation illégale, sans même une liste de ses salariés, ce qui a gêné l'identification des victimes. Le directeur avait été condamné en 2009 pour dissimulation d'un autre accident minier (explosion du premier mai 2009). (*Xinhua, 6 avril*)

30 mars

Une explosion dans la mine Shajihai du district autonome mongol Hoboksar (Xinjiang) a fait dix morts. Le dernier corps fut retrouvé le 13 avril. (*Xinhua, 14 avril*)

Mouvements de masse. Conflits fonciers.

22 avr.

Des paysans du Mont Emei (Sichuan) ont tenté de se suicider par le feu après avoir tenté d'empêcher des appropriations de terrain qu'ils jugent illégales. Mille cent ménages villageois de Baoning ont dû quitter leur logement pour permettre la construction d'un ensemble immobilier de luxe patronné par la municipalité. Le conflit s'est aiguïté en février avec le démarrage du chantier. La bagarre du 22 avril aurait fait un mort et dix blessés. (*South China Morning Post, 24 avril*)

21 avr.

Quarante mille personnes auraient signé une demande de destitution du gouverneur du Shaanxi. Elles l'accusent d'avoir compromis les intérêts de plus de huit mille investisseurs dans la société forestière Shanchuan et de rester inactif. (*Hongkong Economic Journal, 21 avril*)

20 avr.

L'irritation des villageois s'accroît à Zhentou (Hunan) après l'annonce que les autorités locales ont cédé l'usine chimique qui avait empoisonné des milliers d'entre eux et fait une dizaine de morts (deux fois plus que reconnus officiellement) par les résidus de cadmium et d'indium. Les victimes craignent que, par cette cession, le pouvoir se dégage de toute responsabilité, ne leur permette pas l'accès aux soins et élude toute indemnisation des familles. (*South China Morning Post, 20 avril*)

... suite en page 7

14-15
avr.

Manifestation devant les bâtiments municipaux de centaines de villageois de Maqiao (alentours de Shanghai). Les paysans se plaignent des expropriations de terre et des démolitions de bâtiments survenues depuis 2003, les profits réalisés lors de la revente des terrains étant allés, selon eux, dans la poche de la municipalité. Une bagarre sur le même sujet avait fait une douzaine de blessés en 2008. La militante Shen Peilan a été détenue, frappée, torturée et humiliée à plusieurs reprises pour le rôle qu'elle joue dans la poursuite des manifestations. (C.R.D., 15 avril)

13 avr.

Un millier de paysans sont venus protester contre la corruption des cadres villageois devant les bâtiments administratifs de Zhuanghe (Liaoning). Le maire de Zhuanghe, qui avait refusé de les rencontrer, aurait été amené à démissionner. (C.R.D., 26 avril)

30 mars

Un millier de cultivateurs de canne à sucre ont saccagé une sucrerie à Wenshan, district de Guangnan (Yunnan) et s'en sont pris à ses dirigeants qui refusaient de mieux rémunérer leur récolte, atteinte par la sécheresse persistante. La direction de l'usine les aurait empêchés de vendre leurs produits sur le marché libre dans de meilleures conditions. Les bagarres auraient duré deux jours. (Sing Tao, 2 avril)

Minorités ethniques.

XINJIANG

24 avr.

Remplacement de Wang Lequan, secrétaire du Parti communiste au Xinjiang qui était en place depuis quinze ans. La nouvelle aurait été fêtée par des pétards à Ouroumtchi, la capitale de région. (Xinhua, Radio Free Asia, 26 avril)

QUESTION TIBETAINE

23 avr.

Arrestation et détention à Xining (Qinghai) de l'écrivain Tagyal (connu aussi sous le pseudonyme Shogs Dung), qui avait signé la semaine précédente un appel à aider les victimes du tremblement de terre du Qinghai par des envois expédiés à des sources sûres. La police a saisi son ordinateur et les exemplaires disponibles de son dernier livre dans la librairie de son épouse. (Fédération internationale des Journalistes, 29 avril)

23 avr.

Brouillage de la radio Voix du Tibet, installée à Oslo, qui envoyait des messages de condoléances aux victimes du tremblement de terre du Qinghai. (Bangkok Post, 23 avril)

4 avr.

Arrestation à Lanzhou (Gansu) de deux jeunes étudiants écrivains, Tashi Rabten et Druklo, en raison de leurs écrits sur la situation au Tibet. La police a emporté leurs ordinateurs et leurs livres. Tashi Rabten avait publié en janvier 2009 un livre décrivant les événements de mars 2008 au Tibet. Les exemplaires ont été confisqués. (R.S.F., 9 avril)

Hongkong - Macao

1 mai

Les journalistes du Apple Daily n'ont pas obtenu l'autorisation de se rendre en Chine pour couvrir l'Exposition de Shanghai. Le quotidien a appelé les citoyens à participer en masse à l'élection partielle du 16 mai, présenté comme un quasi référendum en faveur de l'instauration rapide du suffrage universel pour la désignation du personnel politique. (Apple Daily, 1 mai)

22 avr.

Six militants de Hongkong seront jugés en juillet prochain pour avoir organisé une manifestation de protestation contre l'emprisonnement de Liu Xiaobo, l'un des fondateurs de la Charte 08. La manifestation s'était déroulée devant le bureau de liaison de Beijing. L'un des inculpés, Lee Cheuk-yan, a affirmé son intention d'y placer une statue de la Déesse de la Démocratie le 25 avril, en commémoration du massacre de Tiananmen de 1989. La police a déclaré que ce serait impossible parce que la rue était « trop étroite ». (R.T.H.K., 22 avril)

Informations diverses

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).

27 avr. Levée de l'interdiction d'entrée sur le territoire chinois des étrangers atteints du virus HIV, de maladies sexuellement transmissibles et de lèpre. L'interdiction, qui date de vingt ans, avait été suspendue à l'occasion de plusieurs manifestations internationales. En octobre 2009, on estimait à 740.000 le nombre des individus porteurs du virus HIV/Sida. (*Xinhua*, 27 avril)

25 avr. À cette date, le bilan du tremblement de terre qui a frappé la préfecture autonome tibétaine de Yushu (Qinghai), le 14 avril, s'élève à 2.220 morts, 70 disparus et 12.135 blessés. (*Xinhua*, 25 avril)

23 avr. Les tensions sur le marché du travail et les contraintes de la loi sur les contrats d'embauche se traduisent par un afflux de main d'œuvre vietnamienne clandestine dans la région de Guangzhou et dans le delta de la Rivière des Perles (Guangdong). La lutte contre cette immigration donne lieu à des arrestations et à des expulsions du territoire. Les ouvriers vietnamiens proviennent de zones rurales frontalières et sont peu qualifiés ; ils reçoivent des salaires inférieurs, sont moins exigeants et peuvent être embauchés pour de courtes périodes. (*South China Morning Post*, 23 avril)

19 avr. Selon un rapport du département de Sociologie de l'Université Qinghua, les dépenses de Sécurité publique ont augmenté de 16% en 2009. Les auteurs estiment que les politiques mises en œuvre pour maintenir la stabilité sociale aboutissent en fait à accroître le coût du maintien de l'ordre. (*Qingnian Bao*, 19 avril)

11 avr. Selon le président du Fonds National de Sécurité sociale et ancien gouverneur de la Banque de Chine Dai Xianglong, les réserves de devises accumulées par la Chine atteignent 2.400 milliards de dollars (environ 1.850 milliards d'euros). (*Xinhua*, 11 avril)

11 avr. Le fonds de sécurité sociale (S.S.F.) s'élève, selon son président Dai Xianglong, à quelque cent milliards d'euros. Le gouvernement envisage de le porter à 230 milliards d'euros en 2015. (*Xinhua*, 11 avril)

2 avr. 2 avril. Une circulaire émanant des ministères de la Justice et de la Sécurité, de la Cour suprême et du Parquet affirme que la vente d'enfants constitue un délit et viole les lois qui s'opposent au trafic des femmes et des enfants. La circulaire reconnaît que des parents s'y livrent faute de ressources ou parce qu'ils préfèrent un garçon à une fille. (*Xinhua*, 2 avril)

BIBLIOGRAPHIE.

- **Annual Report on the Situation of Human Rights Defenders in China** (2009). CHINESE HUMAN RIGHTS DEFENDERS. 26 avril 2010. 74 pp.

Accessible sur le site www.chrdnet.org

- Signalons par exception un document en langue chinoise, en raison de la rareté des informations sur le sujet et de l'importance croissante de la question ouïghoure. Il s'agit de la première étude d'ensemble publiée sur le sujet, avec mise en lumière des discriminations dont souffrent les Ouïghours et de leurs difficultés quotidiennes.

Rapport sur la santé, le logement et la situation au regard des droits humains des Ouïghours migrants dans les villes ; le cas de Beijing. INSTITUT AIZHIXING DE BEIJING. Avril 2010. Accessible sur le site : http://docs.google.com/View?id=dfwrv29m_9hf5vh5c9

SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., China Information Center, Boxun, China Labour Bulletin, Chine-Information, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Confédération internationale des syndicats libres, Daljyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, I.F.E.X. (Echange international de la liberté d'expression), Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng Guancha, Ming Pao, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Rights Campaign, South China Morning Post, The Standard, Wen Wei Po

POUR NOUS CONTACTER, écrire à :
communication@ldh-france.org en indiquant en objet de votre mail : «Groupe Chine».